

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES PALM

Avenue Monseigneur Roméro

BP 19

37160 DESCARTES

Références : VAT20230079

2023/124-FI

Code AIOT : 0010000663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 DESCARTES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a été effectuée suite au signalement par l'exploitant de deux épisodes de dépassement des VLE pour le paramètre MES du rejet « Eaux industrielles » mais dans des proportions beaucoup moins importantes que lors des dépassements qui ont été signalés en juin et juillet 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 DESCARTES
- Code AIOT : 0010000663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités de la société PAPETERIES PALM sur la commune de Descartes sont autorisées par l'AP n° 17660 du 17 mai 2005 autorisant la société SEYFERT DESCARTES à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de papier destiné à être transformé en carton ondulé (actualisation et abrogation des actes administratifs antérieurs).

Cet établissement fait également l'objet des actes administratifs suivants :

- l'arrêté complémentaire n° 18412 du 1er août 2008 relatif au déplacement du point de rejet des effluents liquides,
- l'arrêté complémentaire n° 18575 du 14 mai 2009 relatif à l'épandage agricole des boues de la station d'épuration,
- l'arrêté complémentaire n° 18671 du 16 novembre 2009 prescrivant des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique,
- l'arrêté complémentaire n° 20019 du 14 octobre 2014 relatif à la mise en œuvre des garanties financières,
- l'arrêté complémentaire n° 20205 du 14 octobre 2015 relatif aux prescriptions applicables en matière de prévention de la légionellose,
- l'arrêté complémentaire n° 20242 du 7 décembre 2015 relatif à la dérogation "fin de vie" prévue à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910,
- l'arrêté complémentaire n° 20540 du 1er décembre 2017 rendant applicables les dispositions introduites par la directive IED,
- la lettre préfectorale du 14 décembre 2018 prenant acte de l'installation d'une cuve d'oxygène liquide soumise au régime de la déclaration (rubrique 4442.2 de la nomenclature).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La prévention du risque incendie
- La prévention de la pollution des eaux de surfaces

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Valeurs limites de rejet - Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	120 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 26/07/2022, article R.512-69	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Traitement des effluents industriels	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.2.5.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Débit réservé de la Creuse	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.4.	Susceptible de suites	Sans objet
5	NC2 VI du 15/09/2021 - Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.3.2	/	Sans objet
6	Consigne de confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.3.2.1	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.3.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/07/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans objet• date d'échéance qui a été retenue : sans objet
Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant doit détailler dans le rapport d'incident les effets sur l'environnement ainsi que le cas échéant les mesures prises ou envisagées pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Observations : Par mail du 17/11/2022 l'exploitant a transmis le rapport d'incident relatif aux deux derniers épisodes de dépassement des VLE des eaux industrielles (du 29 au 31/10/2022 et du 6 au 07/11/2022). Les effets sur l'environnement ainsi que le cas échéant les mesures prises ou envisagées pour en pallier les effets à moyen ou à long terme n'y sont pas suffisamment détaillées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Valeurs limites de rejet - Eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

lors de la visite d'inspection du 26/07/2022

type de suites qui avaient été actées : Avec suites

suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2022

Prescription contrôlée :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- température inférieure à 35°C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l,
- absence de matières flottantes,
- ne pas dégrader les réseaux d'égouts,
- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts ainsi que dans le milieu récepteur éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :

Tableau 1					
Eaux industrielles					
<i>Production moyenne</i>	<i>230 000 t/an</i>				
<i>Débit maximal</i>	<i>4000 m³/jour</i>				
Paramètre	Flux spécifique (kg/tonne de papier produit *)	Concentration maximale (en mg/l)	Flux maximal jour (en kg/j)	Flux maximal mois (en kg/mois)	Flux maximal annuel (en kg/an)
<i>Matières en suspension totales (MEST)</i>	0,4	105	420	10000	92000
<i>Demande biologique en oxygène (DBO₅)</i>	0,7	105	420	17450	161000
<i>Demande chimique en oxygène (DCO)</i>	1,4	560	2250	34900	322000
<i>Azote total (en N)</i>	0,09	30	110	2250	20700
<i>Phosphore total (en P)</i>	0,008	3	13	200	1840
<i>Hydrocarbures totaux (HCT)</i>	-	10	40 ⁽¹⁾	-	-
<i>Indice phénols</i>	-	0,3	0,8	-	-
<i>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)</i>	-	5	8 ⁽²⁾	-	-
<i>Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg</i>	-	10	40	-	-
<i>Substances listées en annexe IV(a) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i>	-	0,05	0,2	-	-
<i>Substances listées en annexe IV(b) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i>	-	1,5	6	-	-
<i>Substances listées en annexe IV(c1) de l'arrêté ministériel du 3/04/2000</i>	-	8	30	-	-

(*) en moyenne annuelle

Constats : Des dépassements des valeurs limites d'émission, en concentration et flux, du rejet « Eaux industrielles » ont été constatés entre septembre 2022 et janvier 2023, pour les paramètres MES, NGL et P total.

L'exploitant doit justifier que la prescription relative à la modification de la coloration du milieu récepteur est respectée.

Observations : L'exploitation des données renseignées dans GIDAF et des tableaux de surveillance des rejets aqueux transmis par l'exploitant fait apparaître les dépassements de VLE (concentration et/ou flux) suivants sur la période entre septembre 2022 et janvier 2023 pour le rejet « eaux industrielles » :

MES : 5 dépassements en concentration en octobre et novembre sans dépasser le double de la VLE (maximum 209 mg/L pour 105 mg/L) et 5 dépassements en flux en octobre et novembre sans dépasser le double de la VLE (maximum 668 kg/j pour 420 kg/j) ;

NGL : 4 dépassements en concentration en octobre et novembre sans dépasser le double de la VLE (maximum 58,3 mg/L pour 30 mg/L) et 3 dépassements en flux en octobre et novembre sans dépasser le double de la VLE (maximum 186 kg/j pour 110 kg/j) ;

P total : 6 dépassements en concentration en octobre, novembre, décembre et janvier dont 3 en octobre et novembre à plus du double de la VLE (maximum 13 mg/L pour 3 mg/L) et 2 dépassements en flux en octobre et novembre dont 1 en novembre à plus du double de la VLE (maximum 41,5 kg/j pour 13 kg/j).

Les mesures prises par l'exploitant, dessablement du bassin d'aération n°1 (BA1) terminé fin septembre et l'installation le 30/11/2022 d'un 3^e aérateur de type OKI (ancienne génération) dans ce même bassin ont permis de ramener les concentrations et flux des paramètres MES et DCO dans les normes à partir du mois de décembre.

Toutefois, il subsiste des dépassements en décembre et janvier pour le paramètre P total. La prescription n'est pas respectée.

Afin d'améliorer le fonctionnement de la station d'épuration, l'exploitant a prévu les mesures suivantes :

- janvier 2023 : Étude et chiffrage nouvelle technologie en remplacement des OKI pour améliorer l'oxygénation dans le BA1 ;
- février 2023 : Étude et chiffrage nouvelle technologie sur variation de vitesse en remplacement des surpresseurs pour améliorer les phases d'anoxie, et donc de dénitrification, dans le BA1 ;
- février 2023 : chiffrage et installation d'une sonde de Redox dans la fosse à boue pour améliorer la maîtrise des phases d'anoxie ;
- avril 2023 : Travail en continu avec différents fournisseurs (NBCO, E CONVERT) pour passer le rendement DCO totale des IR [méthaniseurs] de 75 à 80 % pour éviter les surcharges du BA1 ;
- mai 2023 : Phase 1 remplacement 1 OKI par 1 INVENT ;
- mai 2023 : Remplacement des surpresseurs d'air par nouvelle technologie sur variation de vitesse ;
- octobre 2023 : Acquisition d'une lecture de COT en ligne et installation en entrée de STEP pour améliorer les connaissances quant aux charges à traiter pour à terme corréler les productions avec les dosages de nutriments ;
- avril 2024 : Phase 2 remplacement 2 OKI par 2 INVENT.

Le point concernant la prescription relative à la modification de la coloration du milieu récepteur n'a pas été abordé lors de la visite. L'exploitant n'a pas transmis d'éléments sur ce point.

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/08/2022 ne sont pas respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 120 jours

N° 3 : Traitement des effluents industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.2.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2022
Prescription contrôlée : <p>Les effluents industriels de toute nature, y compris les eaux de purge et les eaux issues du lavage de l'unité de déminéralisation, sont traités avant rejet afin de respecter les valeurs limites fixées au présent arrêté.</p> <p>La station d'épuration de l'établissement doit permettre de respecter les valeurs limites de rejet fixées au point 3.1.6.3 du présent arrêté.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <p>L'exploitant a mis en œuvre les mesures décrites dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/08/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">- transmission par mail du 05/09/2022 du bon de commande 4501669066 du 03/08/2022 auprès de la société SEMEO de l'opération de dessablement du bassin d'aération ;- transmission par mail du 16/11/2022 des éléments justifiant du dessablement du bassin d'aération qui s'est terminé le 23/09/2022, notamment les relevés bathymétriques ;- transmission par mail du 16/11/2022 de la procédure de vérification périodique de l'ensablement du bassin précisant notamment que le dessablement devra être réalisé lorsque l'ensablement est supérieur à 20% de la capacité du bassin. <p>Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/08/2022 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Débit réservé de la Creuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans objet• date d'échéance qui a été retenue : sans objet
Prescription contrôlée : <p>Le prélèvement d'eau dans la Creuse est interdit lorsque le débit de la rivière est inférieur à 6 m3/s.</p> <p>Aucun prélèvement d'eau dans la nappe alluviale n'est effectué.</p> <p>L'exploitant met en œuvre, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositifs et consignes nécessaires au respect de cette prescription. [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a transmis par mail du 23/11/2022 la procédure opérationnelle « Débit réservé de la rivière Creuse » datée du 21/11/2022 qui précise notamment : <ul style="list-style-type: none">• la fréquence du suivi, de l'enregistrement et archivage des relevés du débit selon le niveau de gestion « Vigilance », « Alerte », « Alerte renforcée » et « Crise » ;• que l'arrêt de prélèvement d'eau dans la Creuse sera mis en œuvre lorsqu'un arrêté préfectoral indiquera que le niveau de Crise est atteint pour la rivière Creuse au niveau du département. Les éléments transmis répondent à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à des capacités de confinement étanches aux produits collectés. La capacité minimale de rétention disponible est adaptée à la zone collectée et aux nécessités d'extinction d'incendie.</p> <p>Ces rétentions sont assurées par une partie des bassins tampons de l'usine de 500 et 1200 m3, permettant la rétention en toute sécurité des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>Les capacités de rétention sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit le respect des caractéristiques des rejets dans le milieu naturel fixées au présent arrêté.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Transmission par mail du 09/11/2022 du rapport FALCO en date du 30/09/2022 décrivant les mesures nécessaires et mises en place pour les trois zones présentant un risque incendie pouvant nécessiter la mise en œuvre d'une quantité importante d'eau d'extinction.</p> <p>La présence de l'ensemble des équipements a été vérifiée lors de la visite d'inspection. Par sondage, le bon fonctionnement de la « Vanne de barrage des eaux expéditions » a demandé à être vérifié : la manœuvre de cet équipement s'est correctement déroulée.</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité en lien avec ces équipements sont abordées dans les points de contrôle n°6 et 7 du présent rapport.</p> <p>Les constats réalisés au jour de la visite permettent de lever le 3ème alinea de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/09/2019 précité, les 2 autres alinéas ayant été levés lors de la visite du 26/05/2020 (y compris le 3ème alinea partiellement).</p> <p>De ce fait, l'intégralité des prescriptions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/09/2019 précité, et faisant l'objet de l'arrêté préfectoral de consignation de fonds du 23/05/2022 précité, sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consigne de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. [...] Ces consignes de sécurité sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site d'exploitation.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a transmis par mail du 23/11/2022 la procédure d'urgence « Isolement des rejets en cas d'incendie » en date du 22/11/2022 : cette procédure détaille les moyens à mettre en œuvre par le chef de faction afin de contenir au sein de l'établissement les eaux d'extinction d'un incendie en fonction de la zone concernée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites : [...] <ul style="list-style-type: none">• la conduite des installations dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...). Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">• les modes opératoires,• la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées,• les instructions de maintenance et de nettoyage, [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a transmis par mail du 16/11/2022 et du 16/12/2022 les éléments en lien avec les consignes d'exploitation des équipements et aménagements permettant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. Ces éléments montrent que la vérification du bon état et/ou du bon fonctionnement des dispositifs de confinement a été intégrée à la GMAO (description des opérations, périodicité).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet